

# Ces maires qui courtisent l'islamisme, de Joachim Véliocas

Joachim Véliocas dirige l'Observatoire de l'islamisation (<http://www.islamisation.fr>) et a déjà publié, en 2006, un livre intitulé « L'islamisation de la France ». Si ce site ne se réclame pas de la laïcité, et qu'on y sent plutôt de nombreuses références chrétiennes, il produit par ailleurs un travail remarquable, depuis des années, notamment sur l'édification des mosquées dans notre pays.

Informé de la prochaine sortie de l'ouvrage par l'éditeur, Jean Robin, nous attendions donc avec impatience de lire « Ces maires qui courtisent l'islamisme », qui sera en vente à partir du 17 octobre.

Après avoir lu cet ouvrage, remarquablement documenté, on oscille entre le désespoir, ou l'envie de passer à des méthodes radicales de combat, tant la complicité écoeurante entre la majorité des maires des grandes villes françaises, qu'ils soient de l'UMP ou du PS, et les organisations musulmanes prétendument modérées, est insupportable.

L'auteur consacre un long chapitre à la situation bordelaise, et au recteur UOIF de la mosquée de Bordeaux, Tareq Oubrou. Il montre comment Alain Juppé a cédé 11.000 mètres carrés de terrain municipal aux musulmans, pour l'édification d'une future mosquée-cathédrale. Avec de nombreuses démonstrations, il nous explique comment ce religieux a su adapter son discours pour mieux l'apparenter à celui d'un musulman modéré, alors qu'il n'a jamais renié d'autres propos, montrant sans aucune ambiguïté, son adhésion à un projet voulant imposer, par étapes, la charia en France.

Dans un autre registre, à Marseille, Gaudin a lui promis, à des prix défiants toute concurrence (c'était tellement énorme que la première délibération du conseil municipal a été

annulée) une Grande Mosquée, grande comme 5 fois Notre-Dame de la Garde ! On y apprend les relations privilégiées entretenues, à des fins clientélistes, par l'édile marseillais avec des franges les plus radicales de l'islam, et on découvre, alors que Marseille est lourdement endettée, qu'il y a quand même de l'argent public pour financer la fête de l'Ait-el-Kebir, et pour monter les dossiers de presse du mouvement Tabligh.